

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) -
INSERM-OCCP-2025-41**

**PRESTATIONS D'ORGANISATION DES « INTERNATIONAL
BIOTHERAPY DAYS »**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	4
ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE	4
2.1. Objet	4
2.2. Forme et montant	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Durée	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1. Représentant des parties	6
4.1.1. <i>Représentant de l'INSERM</i>	6
4.1.2. <i>Représentant du titulaire</i>	6
ARTICLE 5. Obligation de l'inserm	6
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU titulaire	6
6.1. Obligation de conseil et d'information	7
6.2. Obligation de confidentialité	7
6.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	8
6.4. Obligations réglementaires	8
6.5. Responsabilité du titulaire	8
6.6. Conflit d'intérêt	8
ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
7.1. Opérations de vérification	9
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	9
8.1. contenu et forme des prix	9
8.2. Révision des prix	9
8.3. Transmission d'un bon de commande	10
8.4. Avance	11
8.4.1. <i>Principe de versement d'une avance</i>	11
8.4.2. <i>Taux de l'avance</i>	11
8.4.3. <i>Modalités de calcul et de versement de l'avance</i>	11
8.5. Facturation et paiement	12
8.5.1. <i>Acomptes</i>	12
8.5.2. <i>Modalités de facturation</i>	12
8.5.3. <i>Transmission de la facture</i>	13
8.5.4. <i>Règlement</i>	13
8.6. Délai de paiement	13
8.6.1. <i>Délai de paiement</i>	13
8.6.2. <i>Intérêts moratoires</i>	13

ARTICLE 9. Gestion du personnel	14
ARTICLE 10. MODIFICATIONS	14
10.1. Modification du marché.....	14
10.2. Modifications mineures relatives au titulaire	14
10.3. Changement de titulaire.....	15
10.4. Modifications unilatérales par l'acheteur.....	15
ARTICLE 11. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	15
ARTICLE 12. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA responsabilité sociétale	16
ARTICLE 13. PENALITES	16
13.1. pénalités pour retard	16
13.2. pénalité pour mauvaise exécution	16
13.3. Pénalité pour non-respect des engagements pris en matière sociétale.....	16
13.4. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	17
13.5. Autres pénalités	17
13.5.1. <i>Pénalités pour travail dissimulé</i>	17
13.5.2. <i>Pénalités pour absence de déclaration de sous-traitance</i>	17
13.6. Plafonnement des pénalités	17
ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES	17
14.1. Langue	17
14.2. Sous-traitant.....	17
14.2.1. <i>Procédure d'agrément</i>	17
14.2.2. <i>Modalités de paiement des sous-traitants</i>	18
14.3. Assurance responsabilité civile.....	18
14.4. Résiliation	19
14.5. Exécution aux frais et risques	19
14.6. Différends - litiges	19
ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	19

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Occitanie Pyrénées
Immeuble Le Belvédère - 4ème étage
11 boulevard des Récollets
CS97802
31078 TOULOUSE CEDEX 4

Représenté par le Délégué Régional, en sa qualité de Représentant du pouvoir adjudicateur pour le présent marché, M. Sylvain BOURGOIN.

Ci-après désigné par « l'Inserm » ou « l'établissement » ou « l'Acheteur »

ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet :

- Location du site et les services liés (Lot 1)
- La gestion, le suivi et la relance des inscriptions et des sponsors-stands d'entreprises (Lot 2)

2.2. FORME ET MONTANT

Pour le lot 1 :

Le présent marché constitue un marché mixte avec une partie traitée à prix global et forfaitaire et une partie s'exécutant par l'émission de bons de commande en application de l'article L.2125-1 1° ainsi que des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 100 000 € HT. Il correspond au budget maximum dévolu à ce lot (pour 500 participants)

A titre indicatif, le montant estimatif total est de 85 000 € HT.

Pour le lot 2 :

Le présent marché est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire dont le montant est fixé dans l'annexe financière correspondante au lot.

Le budget maximum est de : 7 000€ HT.

2.3. ALLOTISSEMENT

Lot	Objet
1	Location du site et les services liés

2	La gestion, le suivi et la relance des inscriptions et des sponsors-stands d'entreprises
---	--

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à un, plusieurs ou tous les lots. Le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire est de 2 soit tous les lots. Chaque lot donnera lieu à un marché distinct dont la forme est détaillée à l'article suivant. Dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même titulaire, un seul marché regroupant ces lots serait signé.

La remise des offres est indépendante pour chaque lot.

2.4. **DUREE**

Lot 1 : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 mars 2026 afin de couvrir l'organisation, le déroulement et le bilan de l'évènement.

Lot 2 : Le lot prend effet à compter de sa notification et prendra fin à la même date de fin que la convention de mandat c'est-à-dire une fois l'ensemble des obligations des parties remplies et au plus tard le 30 septembre 2026.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (un onglet par lot)
- Le présent document : cahier des clauses administratives particulières (CCAP INSERM-OCCP-2025-41) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP INSERM-OCCP-2025-41)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation (un CRT par lot).

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire, et contraire aux clauses du présent CCAP, à l'annexe financière, au CCTP, ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. REPRESENTANT DES PARTIES

4.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

A titre informatif, la personne habilitée est : Mme Camille MALAVAL-SUTRA, Cheffe de projet, Tél : +337 61 91 39 57 ; mail : camille.malaval-sutra@inserm.fr

4.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 5. OBLIGATION DE L'INSERM

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc) ;
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence ;
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations ;

- doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm ;
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché ;
- à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- à mettre à jour la documentation et à créer les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- doit fournir les éléments d'information nécessaires à la prise en charge technique et fonctionnelle par l'Inserm des éléments livrés (correctifs, évolutions, adaptations), prise en charge qu'il devra accompagner ;
- est tenu, en cas d'évolutions, de ne pas dégrader les performances du service et d'offrir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification,

6.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

6.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite www.aprovall.com/fr/

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

6.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.6. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux pièces du marché.

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux articles 27 à 33 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

En cas de réfaction ou de rejet, le pouvoir adjudicateur notifie par écrit sa décision. En l'absence d'une telle décision dans un délai de 15 jours à dater de la fin de la manifestation, la prestation est considérée comme admise.

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification est la personne indiquée à l'article 4.1.1 du présent document.

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1. CONTENU ET FORME DES PRIX

Les prix comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations objet du lot concerné, incluant notamment tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire ainsi que le conditionnement, les frais de main d'œuvre, de déplacement, d'hébergement, de fabrication, d'emballage, de manutention, d'assurance, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, de garantie et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/FCS.

Lot 1 : les prix sont mixtes avec une part traitée à prix global et forfaitaire, et une part s'exécutant par bon de commande à prix unitaire (prix unitaire appliqué aux quantités réellement exécutées)

Lot 2 : le prix est forfaitaire

Ils sont exprimés en euros

Les taux des taxes notamment de la TVA sont ceux applicables à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm.

8.2. REVISION DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont réputés fermes et définitifs.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

8.3. TRANSMISSION D'UN BON DE COMMANDE

Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire :

Concomitamment à la notification du marché, un bon de commande est adressé au titulaire qui n'a pour seul but de préciser les éléments nécessaires à la soumission de factures.

Ces éléments sont les suivants :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm : 180 036 048 02938
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : DRTLS
- Le numéro d'engagement : Numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime

Le délai de transmission du bon de commande susmentionné n'a aucun impact sur le début d'exécution du marché.

Pour la partie traitée à bons de commande :

Chaque bon de commande émis est signé ou validé par l'ordonnateur de l'Inserm concerné (ou son représentant dûment habilité) et est envoyé par mail au titulaire qui doit en accuser réception.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la prise d'effet de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, et ce jusqu'à l'expiration de la durée de validité de cet accord-cadre. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, dont l'exécution s'étend au-delà de cette date, doivent être exécutés entièrement par le titulaire.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les bons de commande portent obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence au présent accord-cadre (objet et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le(s) intervenant(s) dédié(s) pour l'exécution des prestations et leurs coordonnées de contact ;
- les prix des prestations HT et TTC tels que prévus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- les modalités d'exécution telles que :
 - la date limite de livraison,
 - l'adresse exacte de livraison.
- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm : 180 036 048 02938
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : DRTLS

- Le numéro d'engagement : numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations par écrit à l'émetteur du bon de commande ou son représentant.

8.4. **AVANCE**

8.4.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Les remboursements s'effectuent conformément aux articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du Code de la commande publique.

8.4.2. TAUX DE L'AVANCE

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10%**.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

8.4.3. MODALITES DE CALCUL ET DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché.

- Pour les marchés d'une durée inférieure à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

$\text{Avance} = \text{montant du marché TTC} * \text{taux de l'avance}$
--

- Pour les marchés d'une durée supérieure à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

$\text{Avance} = \text{montant du marché TTC} * \text{taux de l'avance} * 12 / \text{durée du marché en mois.}$

La durée du marché prise en compte pour le calcul de l'avance mentionnée est la durée du marché depuis son début d'exécution jusqu'à l'admission des prestations donnant lieu à la dernière demande de paiement du titulaire, indépendamment de la durée de la garantie.

8.5. FACTURATION ET PAIEMENT

8.5.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le versement d'un acompte est possible, une fois que les conditions ci-dessous sont remplies :

- Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées ;
- Un décompte doit avoir été produit.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes sont prévues par l'article 11.2 du CCAG/FCS.

8.5.2. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le cas échéant les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

8.5.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

8.5.4. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

8.6. DELAI DE PAIEMENT

8.6.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

8.6.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement

principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9. GESTION DU PERSONNEL

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Inserm, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

ARTICLE 10. MODIFICATIONS

10.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

10.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

10.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 5.4 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

10.4. MODIFICATIONS UNILATERALES PAR L'ACHETEUR

En application de l'article L.6 du code de la commande publique, dans le cas où une modification pour motif d'intérêt général est rendue nécessaire, l'Acheteur est habilité à modifier unilatéralement le présent marché public.

Cette modification unilatérale pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à une indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 11. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures concrètes visant à limiter l'impact environnemental de ses activités.

Le titulaire indique dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13.3 du présent CCP.

En outre, le titulaire devra privilégier les modes de transport doux pour ses équipes.

ARTICLE 12. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA RESPONSABILITE SOCIETALE

Le titulaire s'engage à intégrer une démarche socialement responsable dans la réalisation des prestations prévues dans le cadre du présent marché. Il devra veiller à favoriser l'inclusion, l'égalité des chances, le respect des droits fondamentaux et à soutenir l'emploi local, en particulier pour les publics éloignés de l'emploi.

Le titulaire devra présenter dans son offre les actions concrètes qu'il entend mettre en œuvre pour répondre à ces engagements.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13.2 du présent CCP.

ARTICLE 13. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés. Le titulaire a 7 jours calendaires pour formuler ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent. Un décompte des pénalités sera envoyé au titulaire par LRAR.

Cependant pour les pénalités pour travail dissimulé et absence de déclaration de sous-traitance, celles-ci sont applicable de plein droit et sans mise en demeure préalable.

13.1. *PENALITES POUR RETARD*

Il est fait application du CCAG-FCS

13.2. *PENALITE POUR MAUVAISE EXECUTION*

En cas de mauvaise exécution de la prestation (exécution non conforme aux exigences du marché), le titulaire encourt une pénalité de 1 000€ par mauvaise exécution.

13.3. *PENALITE POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIX EN MATIERE SOCIETALE*

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000€ en cas de non-respect de ses engagements.

13.4. *PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT*

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000€ en cas de non-respect de ses engagements.

13.5. *AUTRES PENALITES*

13.5.1. *PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE*

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant global et forfaitaire hors taxes du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

13.5.2. *PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE*

L'intervention de sous-traitants non préalablement déclarés et aux conditions de paiement agréées dans les conditions de l'article 11 du présent document, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation par l'Inserm. Cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur les sommes dues au titulaire.

La régularisation a posteriori de l'intervention du ou des sous-traitants concerné(s) n'exonère pas le titulaire de l'application de la présente pénalité.

13.6. *PLAFONNEMENT DES PENALITES*

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues (de toute nature) est plafonné à **20%** de la valeur des prestations objet du marché.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. *LANGUE*

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

14.2. *SOUS-TRAITANT*

14.2.1. *PROCEDURE D'AGREMENT*

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au soustraitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

14.2.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

14.3. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

14.4. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute du présent marché, l'Inserm se réserve la faculté de faire procéder par un tiers les prestations objets du marché public, aux frais et risques du titulaire défaillant.

14.5. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

14.6. DIFFERENDS - LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
3	4.1

6.2	5.1.1
7.1	27.3
8.3	3.7.2
13.6	14.1.2
14.4	38 et 42